

duction et la distribution d'énergie. Ils assurent une mise en relation plus précise de l'offre et la demande entre les producteurs et les consommateurs. Ce choix résulte du comité consultatif tenu par l'ILNAS en janvier 2012 et au cours duquel tous les participants ont suscité un intérêt pour cette thématique.

Par ailleurs, la nouvelle version du rapport de veille normative sur le secteur de l'énergie (ANS/VN02) a été

mise à disposition pour l'occasion sur le stand. Ce rapport répertorie l'ensemble des normes publiées et en cours d'élaboration au niveau européen et international ainsi que les comités techniques impliqués selon cinq sous-secteurs (Management de l'énergie et efficacité énergétique; Combustibles; Power engineering; Energies renouvelables; Smart Grids). A cet égard, des fiches thématiques par sous-secteur

illustraient les éléments clés issus du rapport de veille.

De plus, cet événement a été l'occasion de présenter à un public plus large, sous la forme d'une conférence intitulée «Les normes et la normalisation dans le secteur de l'énergie», la démarche d'analyse normative initiée par l'ILNAS dans ce secteur.

A vos agendas

Pour approfondir ce sujet, une formation intitulée «La normalisation dans le secteur de l'énergie» est prévue le 17 avril 2012 à la Luxembourg School for Commerce.

Inscrivez-vous dès à présent.

Pour de plus amples informations, veuillez contacter: Agence pour la Normalisation et l'Economie de la Connaissance
Tél.: (+352) 46 97 46-70 – E-mail : anec@ilnas.etat.lu

Photo mensuelle de l'économie luxembourgeoise

Par le biais de cette rubrique «Photo mensuelle de l'économie luxembourgeoise», la Chambre de Commerce souhaite familiariser les lecteurs du *Merkur* à l'évolution des indicateurs macro- et microéconomiques, tout en mettant en évidence le point de vue de ses ressortissants. La première partie de cette rubrique est consacrée aux principaux indicateurs macroéconomiques et aux prévisions qui s'y rattachent pour 2011 et 2012. L'évolution d'indicateurs conjoncturels, sur base mensuelle ou trimestrielle selon la disponibilité des données, est ensuite illustrée graphiquement dans une seconde partie. La troisième et dernière partie donne la parole à un chef d'entreprise qui présente son point de vue concernant l'environnement macroéconomique, en général, et son secteur d'activité, en particulier.

1. Evolution des principaux indicateurs macroéconomiques

Indicateurs	1985-2010	2009	2010	2011	2012
Croissance du PIB à prix constants (% de croissance en volume et montants absolus en millions EUR) ⁽¹⁾	4,8 %	-5,3 %	2,7 %	2,0 %	1,4 %
		32.344,2	33.210,4	33.874,6	34.348,9
Taux de chômage (variation annuelle en %)	2,8 %	5,7 %	6,0 %	6,0 %	6,5 %
Emploi total intérieur (variation annuelle en %)	3,2 %	1,0 %	1,8 %	3,0 %	1,7 %
IPCEN (variation annuelle en %)	2,1 %	0,4 %	2,3 %	3,4 %	2,3 %
Coût salarial nominal moyen (variation annuelle en %)	3,6 %	1,8 %	1,9 %	2,3 %	4,6 %
Capacité/besoin de financement (administration publique, % du PIB)	1,7 %	-0,9 %	-1,1 %	-0,6 %	-1,4 %

Source: STATEC, Note de Conjoncture 3-2011

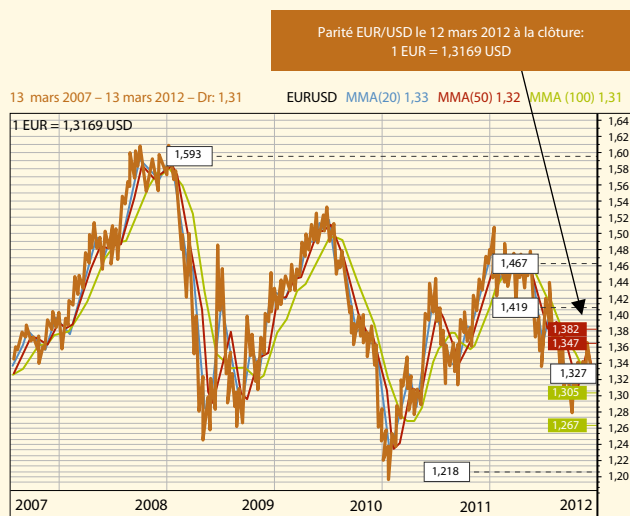
Remarque: Le PIB à prix constants, réel ou en volume est la valeur du PIB en tenant compte des variations des prix, c'est-à-dire de l'inflation. Le PIB réel a l'avantage de montrer les variations à la hausse et à la baisse dans le volume (les quantités) de la production de biens et services. C'est la valeur utilisée lorsque l'on mesure la croissance du PIB. En effet, on ne peut pas savoir uniquement en observant le PIB nominal (en valeur) si la hausse de l'indicateur provient d'une hausse des prix, d'une hausse de la production ou dans quelles proportions ces deux variations se combinent.

2. Repères conjoncturels pour l'économie luxembourgeoise

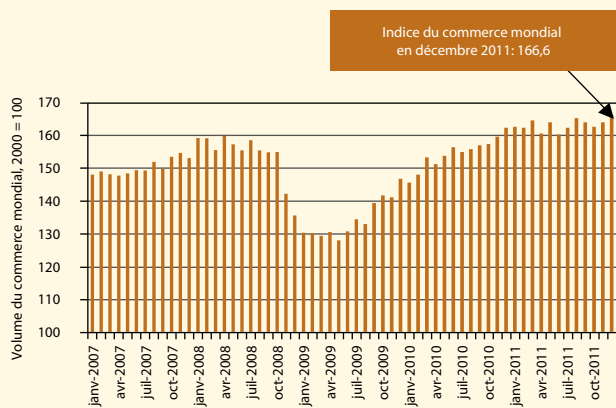
Graphique 1 – Evolution du cours du baril de Brent à Londres



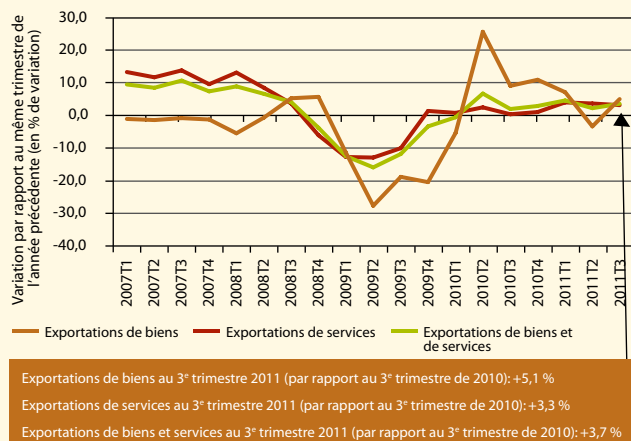
Graphique 2 – Evolution de la parité EUR/US Dollar



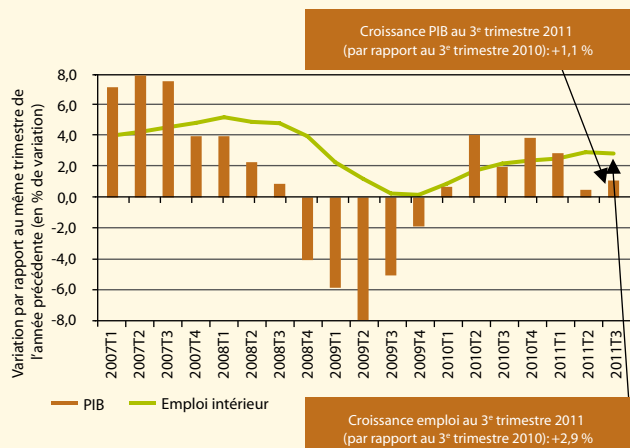
Graphique 3 – Evolution mensuelle du commerce mondial



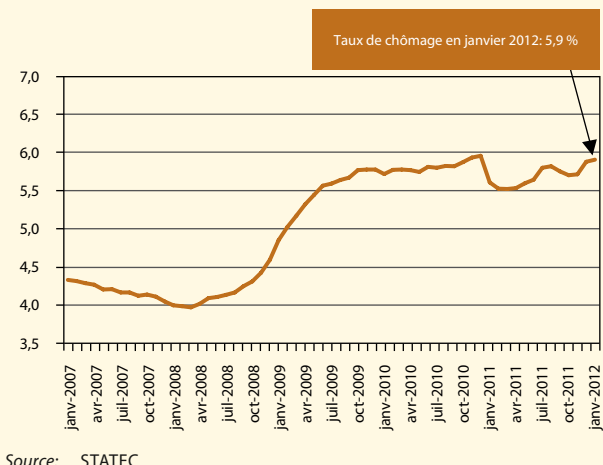
Graphique 4 – Evolution trimestrielle des exportations de biens et de services



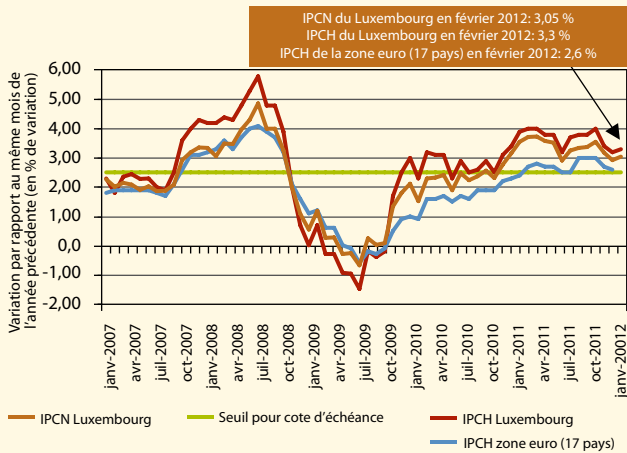
Graphique 5 – Evolution trimestrielle du PIB et de l'emploi intérieur



Graphique 6 – Evolution mensuelle du taux de chômage (strict désaisonnalisé)

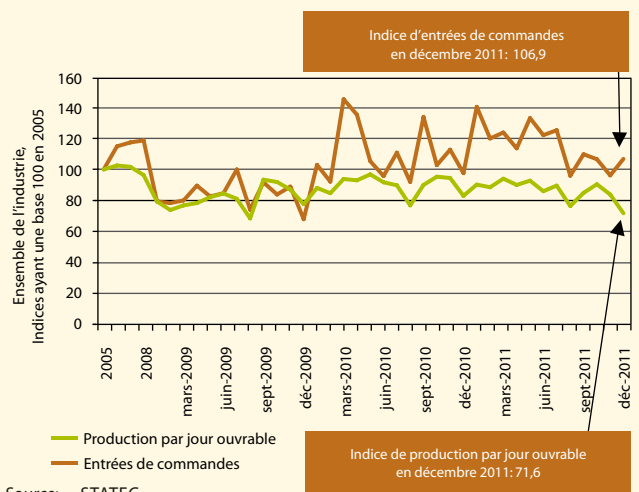


Graphique 7 – Evolution mensuelle de l'indice des prix à la consommation national (IPCN) et de l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH)

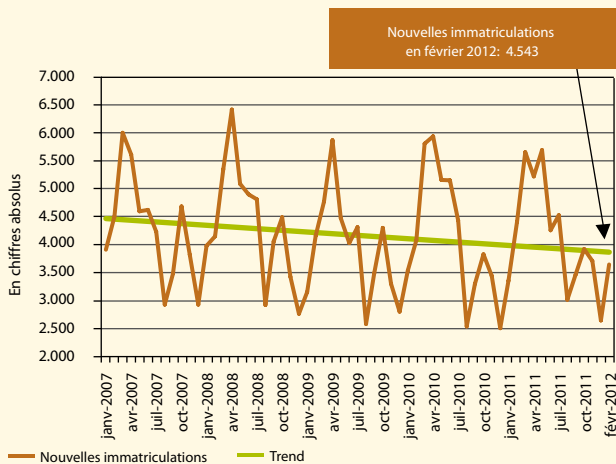


Sources: STATEC, Eurostat

Graphique 8 – Evolution mensuelle de la production industrielle par jour ouvrable et des entrées de commandes

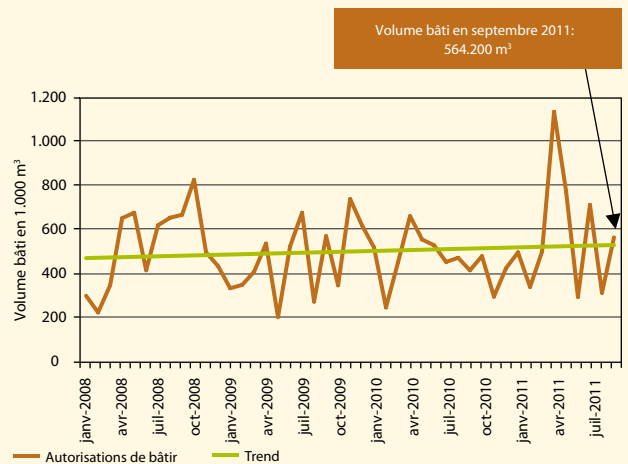


Graphique 9 – Evolution mensuelle des nouvelles immatriculations de voitures particulières et à usage mixte neuves



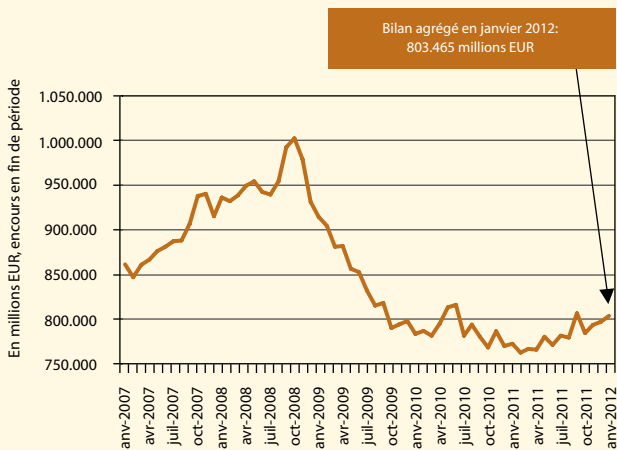
Source: STATEC

Graphique 10 – Evolution mensuelle des autorisations de bâtir



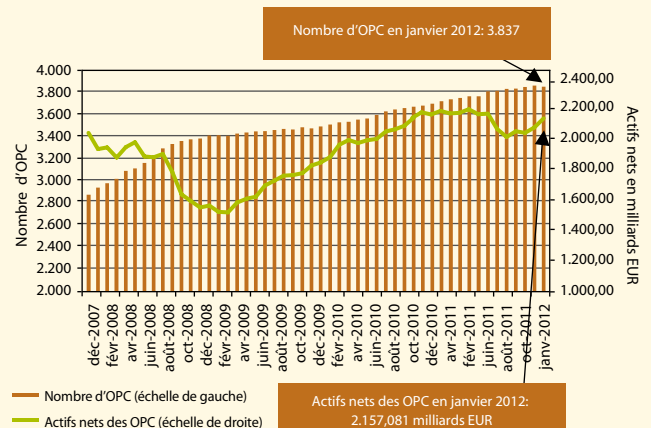
Source: STATEC

Graphique 11 – Evolution mensuelle de la somme bilantaire des établissements de crédit



Source: BCL

Graphique 12 – Evolution mensuelle du nombre d'organismes de placement collectif (OPC) et de leurs actifs nets



Source: CSSF

Parole à un chef d'entreprise: Christian Thiry

■ Focus sur l'appréciation personnelle du chef d'entreprise

Pour chacun des indicateurs, Christian Thiry, administrateur délégué de la société *Karp-Kneip Constructions*, a précisé, sur une échelle allant de 1 (situation totalement insatisfaisante) à 5 (situation excellente), sa perception des performances actuelles des différents indicateurs sous revue ainsi que ses perspectives en termes d'évolution de la situation conjoncturelle.

■ Focus sur le secteur de la construction

De manière générale, l'activité du secteur de la construction au Luxembourg est satisfaisante au regard des carnets de commandes. Cependant, le secteur souffre d'une faiblesse accrue de la rentabilité des entreprises et de marges d'exploitation en baisse. Ceci provient, en partie, de l'envol des coûts salariaux unitaires, ce qui impacte négativement la position concurrentielle des entreprises luxembourgeoises au sein de la Grande Région.

Au niveau local, une situation malsaine existe du fait de la concurrence déloyale exercée par quelques entreprises mal gérées, grandissant trop vite, fragiles au niveau de leur trésorerie. Ceci les pousse à pratiquer du *dumping* des prix, aggravant encore leur rentabilité et entraînant par la suite la faillite et la mise au chômage des salariés.

Pour pallier aux phénomènes de concurrence de la Grande Région, il faudrait adapter l'aménagement du temps de travail, afin d'assurer que la durée de travail annuelle légale soit atteinte indépendamment des conditions climatiques, à l'instar de ce qui se pratique dans nos pays voisins. Ceci est indispensable pour maintenir la compétitivité de ce secteur et pour sauvegarder le niveau d'emploi et salarial au Grand-Duché.

Les adaptations des hausses sur les prix de matériaux devraient être garanties aux entreprises de construction étant donné qu'elles n'ont aucune emprise sur ces augmentations. Pour notre entreprise de production et de mise en œuvre de béton asphaltique, le prix du baril de pétrole impacte directement et fortement le prix final du bitume.

D'autres soucis importants pour le secteur de la construction sont le manque de zones d'activités ou artisanales, ce qui complique l'implantation ou l'extension des entreprises sur le sol luxembourgeois, ainsi que les barrières administratives.

Pour améliorer la pérennité de l'emploi et diminuer le chômage provenant du secteur de la construction, il faudra qu'on s'adapte à une pensée plus transfrontalière (Grande Région), notamment en termes de simplification administrative et d'évolution plus compétitive des coûts de production, dont principalement le coût salarial. ■



Christian Thiry, administrateur délégué de Karp-Kneip Constructions

Indicateurs	Situation actuelle	Prévisions
Croissance du PIB	3	2
Taux de chômage	1	1
Emploi total intérieur	4	2
Inflation	3	2

■ Appréciation de la situation conjoncturelle par Carlo Thelen, chef économiste de la Chambre de Commerce



Selon les dernières prévisions de la Commission européenne, la pause inattendue de la reprise économique à la fin de 2011 devrait se poursuivre durant les deux premiers trimestres de 2012. Le retour de la croissance, à un niveau modeste, est toutefois prévu pour le second semestre de l'année.

La fin de l'année 2011 a été marquée par une large dégradation de l'environnement financier international, en raison notamment de l'aggravation de la crise des dettes souveraines dans la zone euro. Le PIB de la zone euro a subi un recul de 0,3 % au dernier trimestre de 2011, portant à 1,5 % la croissance sur l'ensemble de l'année 2011 (après 1,9 % en 2010). Selon les prévisions de la Commission européenne, le PIB réel devrait reculer de 0,3 % au sein de la zone en 2012. Les incertitudes restent fortes et les évolutions sont inégales d'un pays à l'autre.

La croissance du Luxembourg est estimée, par la Commission européenne, à 1,1 % pour 2011 et 0,7 % pour 2012. Les données relatives au PIB du 4^e trimestre pour le Luxembourg ne seront disponibles que début avril 2012, mais sur la base des données actuellement disponibles, il paraît peu probable que l'économie grand-ducale puisse éviter un recul du PIB sur la fin d'année¹.

L'environnement international actuel n'est pas de nature à stimuler la demande étrangère adressée au Luxembourg. En effet, les **échanges mondiaux** de marchandises n'ont progressé que de 1,0 % en novembre 2011, après un recul de 0,7 % en octobre. De plus, selon les experts du Centraal Planbureau néerlandais, le commerce mondial devrait pâtir dans le courant des mois à venir du ralentissement économique dans les économies avancées en général, et dans celles d'Europe occidentale, destination principale des exportations du Luxembourg, en particulier.

Après une forte dégradation des **opinions des entrepreneurs** enregistrées en septembre et octobre **dans la zone euro**, ces dernières se sont cependant quelque peu redressées en décembre et certains résultats déjà disponibles pour janvier semblent confirmer la tendance. Les indices PMI² donnent un espoir d'amélioration pour le début de 2012, mais ils ne permettent pas d'écarter l'éventualité d'une récession³.

Après une forte dégradation des **opinions des entrepreneurs** enregistrées en septembre et octobre **dans la zone euro**, ces dernières se sont cependant quelque peu redressées en décembre et certains résultats déjà disponibles pour janvier semblent confirmer la tendance. Les indices PMI² donnent un espoir d'amélioration pour le début de 2012, mais ils ne permettent pas d'écarter l'éventualité d'une récession³.

Les **enquêtes d'opinion au Luxembourg** se sont nettement orientées à la baisse au 4^e trimestre, mais les données partielles de chiffre d'affaires (jusqu'en novembre) laissent entrevoir des évolutions très contrastées selon les branches: la tendance semble relativement favorable pour les services aux entreprises, l'Horeca et les services informatiques et plutôt défavorable dans les domaines des transports et du commerce de détail⁴.

Concernant le **secteur bancaire**, les prévisions de la CSSF, concernant les comptes de profits et pertes des établissements de crédit au 31 décembre 2011, montrent une forte diminution du résultat net (-24 % sur un an) sur un arrière-fond opérationnel satisfaisant. La somme des bilans bancaires termine, quant à elle, l'année 2011 sur une progression de 0,7 % en décembre, poursuivant sur la tendance haussière relevée depuis mars 2011. Les actifs nets des OPC luxembourgeois terminent l'année 2011 sur une hausse de quelque 2 % en décembre et augmentent de 2,9 % en janvier 2012.

Le Luxembourg doit, de plus, faire face à une hausse de son **taux de chômage**. En janvier 2012, celui-ci (corrige des variations saisonnières) s'établit à 5,9 %.

¹ Source : STATEC

² Opinions des directeurs d'achats

³ A savoir deux trimestres consécutifs de recul du PIB

⁴ Source : STATEC